TL 3073

OMCT
OPERATING THE SOS-TORTURE NETWORK

ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE
WORLD ORGANIZATION AGAINST TORTURE
Director Eric Sottas

CASE POSTALE 119 · 37-39, RUE DE VERMONT
CH 1211 GENÈVE 20 CIC
TÉLÉPHONE +4122-733 31 40
FAX +4122-733 10 51

ELECTRONIC MAIL OMCT@GEONET.POPTEL.ORG.UK
OMCT@IPROLINK.CH

CHILD CONCERN
Cas IDN/TMP 260896.CC
et
Cas IDN/TMP 260896

Le Secrétariat international de l'OMCT/SOS-Torture requiert **de toute urgence** votre intervention à propos de la situation suivante au **Timor Oriental, Indonésie.**

Brève description de la situation :

Suite à des informations reçues de sources fiables, le Secrétariat international exprime sa plus vive inquiétude quant à la sécurité et à l'intégrité physique et psychologique de quatre enfants - **Elda Pinto** (15), **Rita** (13), **Bicau** (12) et **Bi-Soi** (3 ans) - et de leur mère **Teresa de FATIMA** (39 ans). Ils auraient été arbitrairement arrêtés le 2 août 1996, à Nunuhou, dans le village de Hatuquessi, district de Liquica.

Ils auraient été arrêtés par Jacinto Hameno, leader de la ville de Liquica, et Arnoldus, membre des forces de sécurité (BABINSA). Tout laisse supposer que **Teresa de FATIMA** et ses **enfants** sont toujours en détention en un lieu gardé secret et il est à craindre qu'ils ne soient victimes de mauvais traitement ou torture.

Teresa de FATIMA est la femme de Julio "Maureha", commandant des forces de la guérilla de la Résistance Timoraise (FALINTIL) qui serait impliqué dans l'assassinat d'un capitaine de l'armée indonésienne le 27 juillet 1996 au village d'Acamuno. Mme **Teresa de FATIMA** aurait été arrêtée à Nunuhou après avoir gagné les montagnes pour échapper à l'assaut militaire dans la région.

Cas IDN/TMP 260896

Toujours selon ces informations, deux autres personnes - Mr **Benjamin de NERY** (30) et **Joao ALVES RIBEIRO** (23) - en plus de Mme **Teresa de FATIMA**, auraient également été arrêtées le 2 août 1996. **Mr. de NERY** aurait été arrêté au Tibar. Ces deux hommes seraient toujours détenus au quartier général militaire du district de Liquica (KODIM).

Comme mentionné précédemment, ces arrestations seraient liées au meurtre d'un capitaine de l'armée indonésienne au cours d'une bagarre qui se serait déclarée lors d'une fête organisée à Acamuno dans la soirée du 27 juillet 1996.

Le 28 juillet 1996, des membres du quartier général du district de Liquica (KODIM), de la Brigade de Police Mobile (BRIMOB) et de l'Unité des Services Secrets (SGI) étaient mobilisés, et le 29 juillet 1996, le village d'Acumano était encerclé. Le 30 juillet 1996, Acumano était totalement déserté suite à la fuite, vers les montagnes, des habitants qui n'avaient pas été arrêtés. Certains habitants auraient commencé à regagner Acamuno alors que d'autres seraient encore cachés. Certaines des personnes arrêtées ont été relâchées, mais la plupart sont encore en détention. De nombreux prisonniers seraient détenus au quartier général militaire du district de Liquica (KODIM), d'autres seraient détenus dans des lieux non identifiés. Tout laisse supposer que ces personnes risquent la torture et autre mauvais traitement.

Actions requises :

Nous vous prions de contacter les autorités indonésiennes et de leur demander :

i. de divulguer immédiatement les lieux de détention de toutes les personnes arrêtées et de relâcher immédiatement et sans condition les quatre enfants, **Elda Pinto**, **Rita**, **Bicau** et **Bi-Soi**; de prendre les mesures appropriées pour garantir leur intégrité physique et psychologique;

ii. de garantir l'intégrité physique et psychologique de **Teresa de FATIMA**, **Benjamin de NERY** et **Joao ALVES**, de les libérer immédiatement s'ils sont détenus sans charge légale valable ou, si de telles charges existent, de les traduire devant un tribunal civil compétent et impartial, et de garantir en toutes circonstances leurs droits procéduraux.

iii. d'ouvrir une enquête exhaustive et impartiale sur les détentions supposées illégales et toutes les autres violations commises à l'encontre de toutes les personnes susmentionnées, y compris les enfants; d'identifier les responsables, les traduire devant un tribunal et leur appliquer les sanctions civiles, pénales et/ou administratives prévues par la loi;

iv. d'assurer en toutes circonstances le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales conformément aux lois nationales et aux normes internationales.

Adresses :

Minister of Foreign Affairs, Ali Alatas S.H., Menteri Luar Negeri, Jl. Medan Taman Pejambon No. 6, Jakarta, INDONESIA, Faxes: +62 21 360 541 / 360 517 / 380 5511 / 345 7782

Secretary General, National Commission on Human Rights, Prof. Dr. Baharuddin Lopa Sekretaris Jenderal, Komisi Nasional Hak Azasi Manusia (Komnas HAM) Jl Pemuda No.104,Rawamangun, Jakarta Timur, INDONESIA,Faxes: +62 21 470 0775

Military Commander Region Ix/Udayana (includes East Timor),Maj Gen H.A.Rivai,Pangdam IX/Udayana,Markas Besar KODAM IX/Udayana,Denpasar, Bali,INDONESIA,Telephone: +62 361 228 095, Telegrams: Pangdam IX/Udayana, Denpasar, Bali, Indonesia

Chief of Police for East Timor,Lt. Col. S.Y.Wenas, Kapolda Timor Timur, Dili, East Timor, INDONESIA, Telegrams: Kapolda, Dili, East Timor

Genève, le 26 août 1996

Nous vous prions de nous informer de toutes vos actions en indiquant le code de cet appel.